



Lettre n° 184 du 28 mars 2021

Au sommaire :

- **Fiasco sanitaire, débâcle économique et manœuvres politiques... A nous de porter la révolte ouvrière et populaire** - Isabelle Ufferte
- « *La crise profonde que traverse actuellement le marxisme* » - Yvan Lemaitre

## **Fiasco sanitaire, débâcle économique et manœuvres politiques... A nous de porter la révolte ouvrière et populaire**

Le contraste est saisissant : alors que la situation sociale, sanitaire, économique et politique illustre la faillite capitaliste, que les institutions sont plus que jamais décrédibilisées à l'image des vieux partis qui se sont relayés au pouvoir depuis les années 80, le petit monde politique s'agite, les yeux rivés sur l'agenda électoral. Combien de candidats à droite et à gauche à la Présidentielle, primaires ou pas ? Les Régionales auront-elles bien lieu en juin ? Le suspense est insoutenable et droite et gauche y vont chacune de leurs déclarations offusquées face à un éventuel report, jusqu'à un communiqué commun des présidents de régions toutes couleurs confondues. Les uns s'accrochent à l'espoir de maintenir leurs élus, d'autres salivent à l'idée d'en obtenir ou d'augmenter leur nombre. A gauche, les différents morceaux plus ou moins de « gauche » s'agitent et négocient, oscillent entre rivalités et amabilités... et se distribuent les postes espérés dans les arrières salles institutionnelles avec, en ligne de mire, Présidentielle et Législatives. Bien sûr le tout enveloppé des meilleurs sentiments. Quant à Macron, il se félicite. Bienvenue dans leur « monde d'après » !

### **Une crise sanitaire sans fin qui précipite la débâcle économique**

La pandémie a officiellement fait 2,8 millions de morts dans le monde, dont plus de 300 000 pour le seul Brésil, près de 95 000 en France. Et combien de morts d'autres maladies qui n'ont pu être prises en charge à temps du fait de la paralysie des systèmes de santé ?

La catastrophe rend d'autant plus révoltant le scandale des brevets qui protègent les profits faramineux de Big Pharma et interdisent la production et la diffusion massives des vaccins. Ces brevets, de plus en plus contestés, symbolisent à eux seuls le caractère profondément rétro-

grade et criminel de la propriété capitaliste. Nombre de médecins dans le monde, d'associations, de collectifs en demandent la suspension. Jusqu'à la très officielle Conférence nationale de santé, organisme consultatif auprès du ministre chargé de la santé, qui « recommande » dans un récent rapport à propos des vaccins : « *les pouvoirs publics doivent pouvoir assurer leur fabrication sur des chaînes de production industrielle relocalisées. Ceci peut impliquer qu'un recours au système des licences d'office soit mis en œuvre* ». Ce système, qui permet exceptionnellement l'utilisation temporaire d'un brevet sans autorisation du propriétaire, les Etats se refusent à l'employer, arc-boutés dans leur défense de la sacro-sainte propriété.

Alors le gouvernement navigue à vue, en France comme partout ailleurs, sans autre politique que de restreindre toujours plus la vie privée en préservant les affaires et les profits. Les interventions de Véran, Macron ou Attal s'enchaînent et se contredisent, plus personne ne leur accorde le moindre crédit. Macron n'a aucun « remord », la belle affaire... Castex, lui, appelle à ne pas chasser les œufs à Pâques !

Face à la flambée épidémique, aux services de réanimation engorgés, les autorités sanitaires annulent hospitalisations et interventions (jusqu'à 80 % en Ile de France) pour libérer des lits. Des milliers de malades n'ont plus accès à l'hôpital. Dans une tribune publiée dimanche, 40 directeurs médicaux de l'APHP dénoncent : « *Dans les quinze prochains jours [...] nous savons d'ores et déjà que nos capacités de prise en charge seront dépassées [...] nous serons contraints de faire un tri des patients afin de sauver le plus de vies possible* ». Ils assurent n'avoir « *jamais connu une telle situation* ».

Et la catastrophe sanitaire accélère et accentue la faillite économique. De nombreux secteurs sont à l'arrêt et les

capitalistes assèchent les fonds publics tout en accentuant l'exploitation pour maintenir leurs profits. La dette publique française a atteint 115,7 % du PIB en 2020, un chiffre jamais atteint depuis 1949. Les annonces de plans sociaux se multiplient, les travailleurs et les classes populaires paient déjà un très lourd tribut dans le monde entier.

« *Le constat était prévisible écrit le journal Le Monde. Il n'en donne pas moins le vertige : la crise économique liée à la pandémie de Covid-19 et aux restrictions sanitaires a fait grimper la pauvreté [...] Les chercheurs estiment à 803 millions le nombre de personnes pauvres en 2020 [vivant avec moins de 2 dollars (1,6 euro) par jour], soit 131 millions de plus que ce que l'on aurait observé sans la pandémie* ».

## La révolte sociale

La situation provoque désarroi et colère. Un an de restrictions, de confinements en couvre-feu, de vie sociale amputée, d'études interrompues, de dégradation des conditions de travail et d'explosion de la précarité, de chômage partiel ou total ont changé la perception des choses et de l'avenir chez beaucoup.

La contestation des classes dominantes s'exprime dans les nombreuses mobilisations. Lutte des travailleur.ses de la culture qui occupent les théâtres un peu partout en France pour dénoncer la précarité et la réforme du chômage, défendre le droit d'accès de tou.tes à la culture et à l'art ; mobilisations contre les plans sociaux ; luttes contre la précarité dans les entreprises, dans l'Education nationale avec les AED ; pour l'emploi et les salaires à la Poste ; lutte des travailleurs sociaux, des enseignants, des étudiants, des personnels de santé... la liste des colères est longue même si elles se retrouvent rarement en une des journées.

La révolte sociale se mesure aussi au succès des mobilisations qui ont eu lieu le 8 mars où étaient dénoncés avec une même vigueur le machisme et le capitalisme ; dans celles des étudiants contre la précarité alimentaire, économique ; dans les mobilisations pour le climat ce week-end ; contre les lois liberticides et réactionnaires, la violence policière ; pour le droit au logement ; dans les manifestations de solidarité et les nombreux engagements quotidiens aux côtés des migrants... De nombreux collectifs militants continuent ou recommencent à prendre des initiatives dans lesquelles se retrouvent militants syndicaux, Gilets jaunes, collectifs de précaires, jeunes au coude à coude... La contestation imprègne l'ensemble de l'activité sociale, des travailleur.ses, de la jeunesse de façon plus ou moins visible et démonstrative en fonction des secteurs et des possibilités.

Partout, des basculements ont lieu dans les consciences, même si pèse le poids du confinement, des multiples contraintes dans cette période de trouble et de confusion politique.

## Discrédit des partis institutionnels, faillite du mythe du front républicain, l'extrême-droite creuse son sillon

Face au discrédit des partis institutionnels, tous les politiciens jurent de faire du neuf, d'œuvrer au « bien commun ». Tel Xavier Bertrand, pilier de l'ex-UMP et de LR, ministre dans les gouvernements de Villepin et Fillon, actuel président de région des Hauts-de-France, qui vient de déclarer sa candidature à la Présidentielle « *par devoir, parce que j'estime qu'au moment où nous sommes, le choix ce sera entre le déclin, et le redressement de mon pays* ». Désormais « *au-dessus des partis* » il prétend parler au nom du peuple : « *Je n'oublie pas d'où je viens. Agent d'assurances à Flavy-le-Martel, ce n'est pas la même chose que banquier d'affaires à Paris ou héritière* ». Darmanin, lui, rappelait il y a peu ses origines immigrées face à Le Pen... Tout fait ventre.

C'est que trois sondages récents donnent Le Pen en tête au 1<sup>er</sup> tour devant Macron, qui serait vainqueur au second. Si tant est que les sondages à un an, dans une situation aussi instable que celle que nous vivons, puissent avoir le moindre crédit. Ils suffisent cependant à tou.tes celles et ceux qui tentent de raviver les peurs pour justifier de voter pour eux, les uns en rivalisant de démagogie raciste, les autres en essayant de se gauchir.

A droite et au gouvernement, c'est la surenchère réactionnaire, les envolées, de Vidal à Valeurs Actuelles, sur l'« *islamo-gauchisme* », l'offensive nauséabonde contre l'Unef ou encore la campagne antimusulmans suscitée par l'octroi de fonds publics à la construction d'une mosquée à Strasbourg, dans cet empire alsacien du « *Concordat* » où les finances publiques participent « *naturellement* » au financement des autres cultes...

Face à ce bloc réactionnaire, l'illusion du « *front républicain* » faisant « *rempart* » à l'extrême droite s'est largement effritée. La moitié des électeurs de gauche s'absentieraient cette fois en cas de duel Macron-Le Pen. Un « *argument* » que les différents aspirant.es candidat.es à gauche tentent d'utiliser pour se propulser « *meilleur.e opposant.e* » à la droite et à l'extrême-droite... en gauchissant leur langage.

## La gauche dans tous ses états...

Les tractations à gauche vont bon train et leur vertu a permis d'accoucher d'un accord grand angle dans les Hauts-de-France, ripolinant jusqu'au PS aux côtés d'EELV, du PCF et de LFI. « *Nous faisons union pour rompre l'emprise suffocante que l'extrême droite exerce sur les Hauts-de-France et tente, depuis notre région, d'étendre à l'ensemble du territoire national* » expliquent les signataires qui précisent « *C'est forts de nos valeurs communes et conscients de nos différences que nous faisons union pour la justice sociale et climatique, union pour la défense du service public et de l'emploi, union pour la transition écologique et la réinvention de notre modèle industriel, union pour la refondation de notre modèle démocratique* ». Roulez tambours.

En Ile de France, l'accord est plus modeste, Clémentine Autain n'a réussi à allier que LFI et PCF mais appelle à une union de la gauche au second tour : « *Je suis la seule à*

avoir dit extrêmement clairement que si je suis la première à gauche, je consacrerai toute mon énergie à ce qu'il y ait rassemblement », ce à quoi Julien Bayou d'EELV a répondu en proposant « d'explorer les conditions d'un rassemblement dès le premier tour ». Audrey Pulvar, tête de liste PS, a quant à elle assuré regarder « leurs campagnes et leurs propositions avec beaucoup d'intérêt et je ne doute pas qu'un jour, nous nous retrouverons pour discuter ».

En Nouvelle Aquitaine, LFI et sa tête de liste, Clémence Guetté, n'ont réussi qu'à agréger quelques militant.es et sympathisant.es du NPA autour de Philippe Poutou, devenu -sans l'ombre d'un débat dans le NPA Nouvelle Aquitaine ou national !- un des porte-parole de la liste... Une liste intitulée « *On est là* », qui détourne sur le terrain institutionnel un symbole des Gilets jaunes. Mais « *là* » aussi, la situation est on ne peut plus ouverte, ce qu'explique sans détour le directeur de campagne de la liste anticipant une « *probable* » alliance avec EELV au second tour : « *Nous serons comme toujours dans une position de responsabilité* », concluant « *Rendez-vous au soir du premier tour* ».

En Occitanie, la tête de liste EELV, Antoine Maurice, a finalement repoussé ces derniers jours les avances de LFI qui n'en insiste pas moins : « *nous avons pu vérifier une très large convergence en terme de programme. Aucun désaccord majeur entre nos deux projets régionaux n'a été constaté [...] Myriam Martin et Manuel Bompard ont réaffirmé qu'ils étaient prêts à renoncer à la tête de liste si cela permettait de constituer une liste de rassemblement [...] nous ne nous résignons pas à une situation de division. Nous poursuivons la construction d'une liste de rassemblement, en restant disponible pour permettre la convergence avec la liste conduite par Antoine Maurice* ». Celui-ci a fait savoir en retour qu'il ne fermait pas la porte à LFI et au PS... au second tour.

La politique et le programme de LFI, que Clémence Guetté, très proche de Mélenchon, a été chargée de coordonner en vue de la Présidentielle, est limpide. Derrière les formules de circonstances, l'objectif est de reconstituer le puzzle de la gauche. Comme l'explique Mélenchon, « *il y a un moment où les pièces devront s'emboîter à nouveau* »... et de préférence derrière sa personne. C'est le sens de sa proposition à EELV : « *il reste 6 régions, acceptez qu'il y ait une région avec une tête de liste insoumise et on vous cède les têtes de listes dans les autres* », enfonçant le clou sur France Inter : « *Nous avons fait la preuve dans les Haut-de-France que nous, insoumis, sommes le plus grand dénominateur commun et que nous sommes capables de nous entendre avec tout le monde, avec des Verts, avec des communistes et même avec le NPA* »... du moins un petit morceau.

## **S'enfermer dans le possible de la gauche... ou rester fidèle à la perspective de la révolution par et pour les exploités ?**

La question est bien là pour les militants anticapitalistes et révolutionnaires : s'accrocher à la gauche pour exister,

quel que soit le qualificatif qu'on lui accole, ou bien œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires en rupture avec les illusions et les appareils réformistes et institutionnels, oser porter la perspective de la révolution par les exploités eux-mêmes

Au journaliste de France Bleu qui lui demandait : « *le NPA s'allie avec LFI, est-ce que c'est vraiment un rapprochement naturel ?* », Philippe Poutou, invité comme porte-parole de la liste *On est là* et de Clémence Guetté, répondait « *il y a une cohérence [...] on veut exprimer la colère qu'on exprime dans la rue, exprimer le fait qu'il faut que ça change, essayer de le faire dans une élection, de prendre la parole* » et, plus loin, « *L'élection, c'est le moyen de montrer qu'une autre politique est possible [...] Oui, on veut prendre des places et dire ça doit changer avec une politique radicale qui s'en prenne aux fortunés, à tous ceux qui dirigent depuis très longtemps* ».

Comme si cela ne faisait pas des décennies que la gauche appelle à voter pour elle en promettant une « *politique radicale s'en prenant aux fortunés* ». Mitterrand n'avait pas hésité, au congrès d'Épinay en 1971, à apostropher ses troupes : « *Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste. Celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* »... Hollande, en 2012, avait plus modestement assuré « *Mon adversaire, c'est le monde de la finance* ».

Aujourd'hui, Mélenchon et LFI ont une « *cohérence* » limpide et assumée : ils passent des accords en fonction des rapports de forces et des calculs électoraux avec 2022 en ligne de mire. Du PS ici à l'ancien candidat NPA à la Présidentielle là si ça peut permettre de glaner quelques % de voix et des postes ou bien d'être en meilleure position pour négocier au second tour ce dont LFI ne fait pas mystère. Le seul engagement de la liste « *On est là* » est de ne pas s'allier avec le PS sortant, Rousset (qui est par ailleurs sous le coup d'une enquête pour suspicion de détournement de fond public). Mais tout est très ouvert avec le candidat EELV, actuel vice-président du même Rousset... Les camarades autour de Philippe Poutou, comme ceux qui espèrent encore un accord identique en Occitanie, peuvent toujours essayer de regarder ailleurs, la réalité et les logiques politiques n'en ont que faire.

Le monde du travail, les classes populaires ont payé cher les illusions institutionnelles et électorales, l'espoir d'une « *gauche* » qui changerait les choses, incapable de tenir le peu de promesse qu'elle s'était risquée à faire, toujours prête aux retournements.

## **Un programme pour changer le monde**

Alors oui, il faut utiliser le terrain électoral, même s'il est un des rouages de la domination de la bourgeoisie, mais comme tribune révolutionnaire. Plus que jamais il nous faut y contester la dictature du capital, la catastrophe dans laquelle nous précipite la soif de profits d'une minorité parasite, y porter un programme pour nos luttes, pour que les opprimés prennent en mains eux-mêmes la direction de la société. Cela ne peut se faire qu'en toute

indépendance de la gauche institutionnelle, de ses différents morceaux riches d'anciens ministres et secrétaires d'État et qui participent à des exécutifs régionaux, départementaux ou métropolitains dont la politique a peu à envier à celle de la droite.

Il nous faut oser porter partout où c'est possible la perspective révolutionnaire, communiste et socialiste, y compris dans les institutions si on peut y avoir des élus. Des militants révolutionnaires l'ont fait et continuent à le faire dans un certain nombre de communes. D'autres, dont Arlette Laguiller et Alain Krivine, ont fait entendre une voix révolutionnaire au sein du Parlement européen de 1999 à 2004 après une campagne commune LO-LCR.

Alors que jamais l'impasse capitaliste n'a été aussi évidente à la classe ouvrière et à la jeunesse du monde entier, que la conscience de l'urgence de changer le monde n'a jamais été aussi grande, la responsabilité des révolutionnaires est importante. Et on ne peut que regretter que dans le cycle électoral qui démarre, les révolutionnaires n'aient jusque-là pas été en mesure de se regrouper pour

porter ensemble cette perspective, en toute indépendance et en rupture avec les politiques institutionnelles.

Ce nécessaire regroupement est inscrit dans la logique et les nécessités de l'heure. Il est de la responsabilité commune des différents courants révolutionnaires aujourd'hui de s'adresser à tous ceux qui, dans la classe ouvrière, dans la jeunesse, parmi les classes populaires contestent le capitalisme et cherchent des perspectives pour une autre société.

Le débat est incontournable. Militant.es du NPA, de LO, du mouvement libertaire, anticapitalistes et révolutionnaires... nous avons besoin de prendre ensemble la mesure de la période, de confronter nos analyses, nos pratiques, nos expériences et poser les bases d'un programme pour et par les luttes des travailleur.ses et des opprimé.es, portant la perspective un monde débarrassé de l'exploitation et de la domination de classe, la perspective socialiste et communiste.

Isabelle Ufferte

## « La crise profonde que traverse actuellement le marxisme »

Cette citation choisie en titre de cet article est extraite du premier ouvrage d'Alain Bihr, paru en 1979, *L'économique fétiche*, depuis longtemps épuisé et introuvable en librairie, que Les classiques des sciences sociales ont mis récemment en ligne, repris dans la lettre électronique L'Anti-K<sup>1</sup>. « *Œuvre de jeunesse, selon la formule consacrée, il en présente les défauts mais il contient aussi quelques solides intuitions que je n'ai cessé de développer entre-temps.* » écrit Alain Bihr au sujet de son travail. Il est pour beaucoup d'entre nous une découverte dans laquelle se trouvent des questionnements ainsi que des éléments de réponse qui, malheureusement, ont gardé toute leur pertinence. Ils étonnent même par leur actualité et nous aident à mieux aborder nos propres questionnements au regard de cette crise du marxisme qui n'en finit pas comme n'en finit pas la crise du mouvement ouvrier.

Il nous a semblé nécessaire de partager cette découverte à partir de notes de lecture, le plus simple étant de laisser la parole à Alain Bihr en espérant ni déformer sa pensée ni dérouter le lecteur par des formulations qui peuvent paraître abstraites. Chacune et chacun sont invités à s'emparer du livre dans son intégralité. L'axe de cet article se concentre sur l'éclairage que porte l'ouvrage sur nos questionnements actuels alors que le contexte auquel nous sommes confrontés accentue la crise du marxisme comme il en accentue les causes que décrivait Alain Bihr en 1979.

En premier lieu, du fait des attaques dont la conception marxiste fait l'objet non seulement de la part de la droite et des libéraux mais aussi d'anciens compagnons de route

« *qui tirent argument des démentis et échecs, réels ou apparents, momentanés ou durables, infligés à la pensée de Marx, de ses insuffisances et erreurs, voire de ses illusions, pour la rejeter en bloc et ne plus voir en elle qu'un cadavre théorique.* » « *La tentative non moins répétée d'établir ou de rétablir une quelconque orthodoxie marxiste* » est bien incapable de répondre à sa crise qui a de profondes racines et explications historiques. Sa renaissance ne peut en aucun cas s'opérer à partir d'une répétition de formules du passé mais bien à travers un travail collectif d'élaboration en lien avec la renaissance pratique des mouvements d'émancipation telle qu'elle se déroule.

A défaut de ce travail, les réponses restent partielles prisonnières de deux types d'analyses qui « *strictement économiques et politiques laissent le champ libre aux approches « gauchistes » du niveau spécifiquement social du capitalisme qui a vu, ces dernières années, les crises se multiplier : crise de la réalité urbaine, crise de l'éducation, crise de la famille et du rapport entre les sexes, crises des institutions pénitentiaires, psychiatriques, médicales, etc. Approches qui ne sont pas moins réductrices de la totalité dans leur occultation des rapports qui la produisent comme totalité.* » Alain Bihr fait ici référence essentiellement aux travaux de Foucault d'après Mai 68, de Deleuze et Guattari, dont les raisonnements ont eu une riche progéniture qui nourrit les débats actuels en particulier autour de l'intersectionnalité.

De toute évidence cette crise du marxisme n'a pas trouvé réellement de réponse au sein du marxisme militant, elle s'est même approfondie avec en conséquence une crise de l'ensemble du courant marxiste et des différentes organisations qui le composent par là même incapables de

1) <https://www.anti-k.org/2021/03/14/alain-bihr-leconomique-fetichisme-fragment-dune-theorie-de-la-praxis-capitaliste-1979>

surmonter leurs divisions et clivages, leur émiettement qui réduit toute volonté de construire un parti du monde du travail à une proclamation velléitaire.

Cette crise renvoie à l'incapacité dans laquelle s'est enfermé le marxisme de formuler une compréhension globale et historique de l'évolution du capitalisme, de son stade actuel de développement et des perspectives nouvelles qu'il ouvre. Cette impuissance est le produit des reniements et trahisons sociaux-démocrates, des ravages du stalinisme et de la paralysie dans laquelle s'est trouvé le mouvement trotskyste, l'opposition révolutionnaire à la social-démocratie comme à la dégénérescence stalinienne de la révolution russe, qui, prisonnier du passé, n'a pas pu ou su trouver les moyens de s'affirmer comme parti.

« En un mot, développe Alain Bihir, il reste précisément à développer une théorie du capitalisme comme mode de production, c'est-à-dire comme totalité contradictoire et ouverte. » Et de souligner, « L'urgence d'une théorie du mode de production capitaliste s'est encore accrue à la faveur de la crise dans laquelle s'enfonçe actuellement le capitalisme. »

Là encore l'actualité du propos saute aux yeux et l'on voit bien que la crise du marxisme militant est accentuée par le développement même de la crise du capitalisme, sa déroute, auquel il ne répond pas par une perspective stratégique et programmatique globale inscrite dans l'évolution historique du monde.

Pour Alain Bihir, il s'agit de « développer une approche globale, critique, utopienne du mode de production capitaliste », utopienne au sens où la crise du capitalisme débouche sur « ce possible encore impossible apparemment : la révolution totale, elle aussi globale et mondiale ».

Après un long retour à Marx et son analyse du capital comme rapport social, Alain Bihir revient à la reproduction du capital pour aborder l'analyse du mode de production capitaliste à notre époque moderne au moment où l'offensive libérale qui va accoucher du monde d'aujourd'hui se met en route. « Un siècle après Marx, écrit-il, peut-on se contenter, pour explorer le mode de production capitaliste, de mettre nos pas dans les siens et notamment de repartir de l'analyse critique du capital (rapport social) ? Non : la « réalité » qu'il faut aujourd'hui s'approprier et dont il faut rendre compte est bien plus ample et plus complexe. »

A partir de ce constat, il formule une série de questionnements dont la pertinence est d'autant plus flagrante qu'ils n'ont pas reçu de réponse. Nous les reproduisons ici tels qu'Alain Bihir les formulait.

### « La question de la survie du capitalisme »

« Comment et pourquoi le capitalisme a-t-il pu se maintenir depuis un siècle, malgré les crises qu'il a déclenchées et qui ont manqué le détruire à plusieurs reprises, malgré les forces qui, conformément aux analyses de Marx, ont

tendu à le faire éclater et à le dépasser sans néanmoins y parvenir ?

Autrement dit, comment et pourquoi les contradictions internes au capitalisme — entendons au capital comme rapport social d'exploitation (la contradiction entre les forces productives et les rapports de production), de domination (la lutte des classes pour l'appropriation du surproduit social, lutte qui dépasse cependant le seul terrain de l'économie, ainsi que nous le verrons encore), enfin d'aliénation (les contradictions entre le capital et la poésie)<sup>2</sup> naturelle d'une part, le capital et la praxis sociale d'autre part — comment et pourquoi ces contradictions (sur lesquelles il nous faudra revenir longuement) ont-elles pu être maîtrisées au moins partiellement, sinon résolues définitivement ? Et qu'en est-il advenu au cours du siècle écoulé ?

En d'autres termes encore, comment et pourquoi s'est reproduit et/ou a été reproduit le capital (comme rapport social d'exploitation, de domination et d'aliénation) ? Et quel est le sens, c'est-à-dire la signification (le contenu) et l'orientation (le terme) de ce processus de reproduction du capital (rapport social) ? »

### « La question des transformations du capitalisme »

« Car le capitalisme s'est profondément transformé depuis Marx, quoi qu'en disent et qu'en pensent certains doctinaires du marxisme. Ce qui pose immédiatement la question suivante : comment ces transformations s'articulent-elles avec ou sur la survie du capitalisme ? Autrement dit, comment se situent-elles dans ou par rapport à la reproduction du capital (rapport social) ?

Ces transformations, Marx et ses continuateurs n'ont en général pas pu ou su les prévoir ; elles sont le plus souvent venues (apparemment ou réellement, momentanément ou durablement) infirmer leurs prévisions et décevoir leurs espoirs. Ces transformations, qui sont aussi diverses que multiples, il ne peut être question de les énumérer et de les analyser toutes ici. Contentons-nous d'en dégager le mouvement d'ensemble. Depuis Marx, le capitalisme s'est transformé à la fois à « l'extérieur » et à « l'intérieur ». À l'extérieur : en débordant hors de son berceau historique (l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord), en intégrant/désintégrant les formations sociales qui lui étaient antérieures et qui lui restaient encore en partie extérieures au siècle dernier, en faisant émerger une « réalité » mondiale à la fois fragmentée (en États-nations), homogénéisée (unifiée et uniformisée dans et par le marché mondial) et hiérarchisée (par les inégalités de développement économique et social). À l'intérieur : en intégrant/désintégrant de même les moments antérieurs ou extérieurs de la pratique sociale (la production agricole ou artisanale, les anciens réseaux d'échange matériel et de communication sociale, la ville et la campagne, les anciens pouvoirs locaux et régionaux, etc.) mais aussi en produisant de nouveaux moments (de nouvelles pratiques sociales, de nouveaux rapports sociaux) tels que le quotidien : la prose du monde

2 ) du grec ancien, production, création

*moderne, définie par la pauvreté des objets à consommer, la répétition des actes à accomplir, la banalité des situations à vivre, génératrices d'un malaise aussi diffus que général ; tels que l'urbain : l'urbanisation généralisée de la société qui accompagne et suit l'éclatement de la ville historique ; tels que l'étatisation de la société, l'État tendant dans toutes les sociétés capitalistes actuelles, bien qu'inégalement, à prendre en charge la gestion et l'organisation de la société civile dans son ensemble ; etc.*

*Toutes ces transformations ont été jusqu'à présent relativement mal analysées et évaluées parce que conçues en dehors du processus de la reproduction du capital. Seul l'exposé du rapport, que nous devinons complexe, entre la survie et les transformations du capitalisme pourra déterminer la place et l'importance de ces derniers au sein de la praxis actuelle. »*

### **« La question du dépassement du capitalisme »**

*« Le capitalisme est-il encore en mesure d'être dépassé en une organisation sociale radicalement différente ? Existe-t-il une brèche ou une ouverture au sein du capitalisme par où la pensée critique et l'action révolutionnaire puissent passer et ouvrir l'existant sur ou vers une autre forme ? Et quelle est cette brèche, quelle est cette ouverture ?*

*Autrement dit, malgré sa capacité à maîtriser (sinon à résoudre) ses contradictions internes, peut-on continuer à parier sur la capacité productrice (d'un autre mode de production) de ces dernières ? Qu'est-il advenu des anciennes contradictions du capital (rapport social) analysées par Marx ? Les transformations survenues au sein du capitalisme ont-elles introduit de nouvelles contradictions ? Si oui, comment se situent-elles par rapport aux anciennes ?*

*Autrement dit encore, où, quand, comment peut être atteint un point de non-retour et de non-recours au sein du processus de reproduction du capital, point au-delà duquel ce rapport social ne peut plus se reproduire, à supposer qu'un pareil point puisse être atteint ?*

*De plus, quelles sont les forces sociales actuelles capables d'élaborer et de prendre en charge un projet global de dépassement du capitalisme ? Comment définir ou redéfinir aujourd'hui le prolétariat : ce sujet négateur du capitalisme dans son ensemble (et donc aussi auto-négateur : négateur de lui-même dans les limites que lui impose le capitalisme) ?*

*Enfin, quel doit être le contenu de ce projet global de dépassement du capitalisme ? Autrement dit, comment définir ou redéfinir aujourd'hui le socialisme et le communisme en intégrant la double expérience de la survie du capitalisme et de sa transformation ? »*

**Les réponses militantes se produisent à travers une prise de conscience collective qui émerge de la renaissance mondialisée des luttes**

Ces questionnements nous semblent être aujourd'hui encore le point de départ du travail pour que le mouvement marxiste sorte de son esprit doctrinaire qui tourne le dos à la conception matérialiste et évolutionniste de Marx comme si, de crise en crise, le capitalisme se reproduisait identique à lui-même, simple rapport d'exploitation. Ou comme si tout s'arrêtait au stade impérialiste, référence au léninisme et au trotskysme oblige, devenu synonyme de capitalisme. Une telle compréhension oublie l'essentiel, l'évolution du capitalisme qu'Alain Bihl pointe du doigt en décrivant les évolutions conséquence de la reproduction du capital à travers laquelle il se transforme et transforme le monde.

*« Avançons donc ici notre hypothèse : ce n'est qu'à travers son extension à l'espace social entier (du local au mondial, et son élargissement à la pratique sociale entière : des rapports sociaux les plus proches et les plus immédiats aux plus lointains et aux plus abstraits) que le capital (rapport social) a pu se reproduire. Plus précisément : ce n'est qu'en établissant la domination du capital (rapport social) sur l'ensemble des rapports sociaux et des pratiques sociales, domination qui prend des formes diverses et s'exerce par l'intermédiaire de médiations multiples qu'il nous faudra déterminer — et ce à l'échelle planétaire — que cette reproduction a pu avoir lieu et continue à avoir lieu. Autrement dit, ce n'est qu'en se subordonnant la pratique sociale dans son ensemble et en chacun de ses éléments, donc en engendrant et en organisant selon un schéma qui lui est propre un nouveau mode de production, que le capital a pu se reproduire : c'est à travers la pratique sociale globale et ses multiples moments que se reproduit le capital. La reproduction du capital n'est donc autre chose que le processus de formation du mode de production capitaliste comme tel : le processus par lequel le capitalisme se produit comme totalité sociale originale. »*

Cela signifie que l'on ne peut se contenter de penser le capitalisme comme rapport social d'exploitation mais bien comme un mode de production qui soumet l'ensemble de la société à la marchandisation, « l'aliénation marchande », et ainsi « mène cette dernière vers ses limites [...] qui désignent aussi les perspectives d'un renversement possible de ce « monde à l'envers » qu'est l'économique. »

*« L'enjeu de la lutte des classes est donc global ; si ce n'était pas le cas, jamais la révolution prolétarienne ne pourrait être créatrice de nouveaux rapports sociaux globaux et d'un autre mode de production (c'est-à-dire précisément d'une autre organisation de la praxis sociale et humaine). Par conséquent, son terrain lui aussi est global. La lutte des classes traverse le champ entier de la pratique sociale : aucun élément qui en soit exclu. Si cette vérité ne s'inscrit encore que partiellement dans la pratique de la classe ouvrière, si elle n'émerge que difficilement au sein de sa conscience, il semble au contraire que la bourgeoisie l'ait faite sienne depuis longtemps ; elle a su, en effet, tirer parti de tout pour reproduire sa domination de classe : de la persuasion idéologique aussi bien que*

*de la contrainte institutionnelle, de la démocratie aussi bien que de la dictature, de la famille aussi bien que de l'école, de la centralité urbaine aussi bien que de la dispersion périphérique, de la sous-information aussi bien que de la sur-information par les médias, du savoir aussi bien que du pouvoir, sans compter jusqu'aux organisations formées par la classe ouvrière elle-même (syndicats, partis, etc.). La contradiction (lutte) de classes est totalisante au sein de la praxis capitaliste : c'est au fait de l'avoir compris plus tôt que la classe ouvrière que la bourgeoisie doit aussi d'avoir conservé son pouvoir. Si la classe ouvrière est potentiellement capable d'une révolution totale, pourquoi la bourgeoisie qui détient actuellement tous les moyens économiques, sociaux, politiques du pouvoir, ne serait-elle pas capable d'une contre-révolution permanente elle aussi globale? »*

C'est bien ce processus de « *contre-révolution permanente globale* » qui est à l'œuvre, il n'est en rien la répétition du passé mais la réponse d'une classe dominante de plus en plus parasitaire aux résistances et contestations qui surgissent de partout. En effet « *La contradiction entre la croissance et le développement des forces productives et le maintien des rapports capitalistes de production, c'est en définitive, comme nous l'avons vu, la contradiction interne à la valeur en tant que telle : entre sa forme (l'équivalence) et son contenu (le travail social). Cette contradiction signifie l'irréductibilité du contenu à la forme, le fait que tôt ou tard le développement du contenu (de l'acte social de travail) entre en contradiction avec l'organisa-*

*tion (les rapports de production) que lui impose sa forme marchande. »*

Face à cette contre-révolution globale un processus de révolution globale est en route. La révolte paysanne et ouvrière en Inde en donne la mesure ainsi que les mouvements de constatations des femmes ou de la jeunesse sur le climat et les multiples luttes sociales ou démocratiques à travers le monde... Son contenu est de remettre les choses à l'endroit, que l'économie cesse de produire des valeurs d'échange, des marchandises pour réaliser des profits, mais des valeurs d'usage, des biens destinés à satisfaire les besoins des hommes réconciliés avec eux-mêmes et la nature.

Le mouvement marxiste a pour tâche de rendre conscient ce processus, d'aider ses acteurs à se l'approprier, à en prendre conscience à travers la multiplicité des résistances, des mobilisations et les luttes, les ruptures avec les partis et appareils, ce chaos déterministe des affrontements de classes qui occupent la scène internationale et convergent vers un même besoin, l'abolition de la marchandise et de la propriété privée capitaliste. Une tâche militante et collective, chemin vers le dépassement des clivages et divisions qui nous paralysent et nourrissent sectarisme ou suivisme pour avancer vers une renaissance du marxisme et du mouvement ouvrier démocratique et révolutionnaire.

*Yvan Lemaitre*